

Le Canton de Berne ne peut rien faire pour relancer la ligne ferroviaire Bienne-Belfort



Dans sa réponse à une interpellation déposée au Grand Conseil, le gouvernement bernois affirme n'avoir que peu de moyens pour négocier avec la région Bourgogne-Franche-Comté.

Annoncée début août par la région française de Bourgogne-Franche-Comté, l'interruption de la liaison ferroviaire directe entre Bienne et Belfort n'en finit pas de faire grincer des dents. En septembre, Karim Saïd et Samantha Dunning, deux députés bernois socialistes au Grand Conseil bernois, ont déposé une interpellation à ce sujet. Celle-ci s'intitulait «Abandon de la ligne Bienne-Belfort dès 2025: un coup dur de plus pour Bienne et le Jura bernois!» et priait le Conseil exécutif de se positionner.

Dans sa réponse, publiée vendredi, le gouvernement bernois partage l'avis des élus socialistes. «Le Conseil exécutif déplore cette décision. Pour la région de Bienne et le Grand Chasseral, cette suppression

nit clairement à l'attractivité des liaisons internationales à destination de Paris, du sud de la France et du Grand Est (Strasbourg, Metz). Le fait qu'il y ait un changement supplémentaire entraîne une nette réduction de l'attractivité, et ce, d'autant plus pour les liaisons internationales, où les passagères et passagers voyagent souvent avec beaucoup de bagages.»

Le Canton de Berne n'a été ni consulté ni informé par la région Bourgogne-Franche-Comté.
Conseil exécutif du canton de Berne

Le maire de Bienne, Erich Fehr, a également exprimé les mêmes regrets après l'annonce cet été. «Cette décision est complètement débile!» a-t-il lancé alors. «Les deux pays se sont mis d'accord pour relancer cette ligne historique abandonnée pendant 25 ans. Au lieu d'augmenter le potentiel d'exploitation et de la rendre plus attractive, les Français préfèrent couper la liaison sans changement de train.»

Paris via Bâle

Malgré ce constat partagé par toutes et tous, les autorités bernoises affirment n'avoir que peu de marge de manœuvre pour encourager la région Bourgogne-Franche-Comté à faire marche arrière. «Le Canton de Berne ne participe pas à la commande ni au financement de l'offre entre Delémont et Belfort-Montbéliard. Pour cette raison, il n'a été ni consulté, ni informé par la région française», est-il

écrit dans la réponse.

En revanche, des échanges ont régulièrement lieu, sur le plan administratif, avec le Canton du Jura, principal partenaire de l'exploitation de la ligne. Les autorités jurassiennes auraient ainsi fait part de leurs difficultés à maintenir les liaisons ferroviaires vers Méroux (Belfort-Montbéliard TGV). «Le Canton de Berne et les communes concernées ne s'attendaient cependant pas à ce que la liaison directe vers cette gare soit complètement supprimée.»

[Link öffnen](#)

Malgré cette désolante nouvelle, le Conseil exécutif mentionne «une perspective positive qui se dessine pour la région de Bienne et le Grand Chasseral». Il cite en effet l'introduction de la cadence semi-horaire sur l'axe Bienne-Delémont-Bâle à partir de décembre 2026. Celle-ci va permettre de créer «des correspondances attractives» avec le TGV Bâle-Paris. «La population du canton de Berne pourra donc toujours rallier Paris au départ de Bienne avec un seul changement à partir de décembre 2026», concluent les autorités.